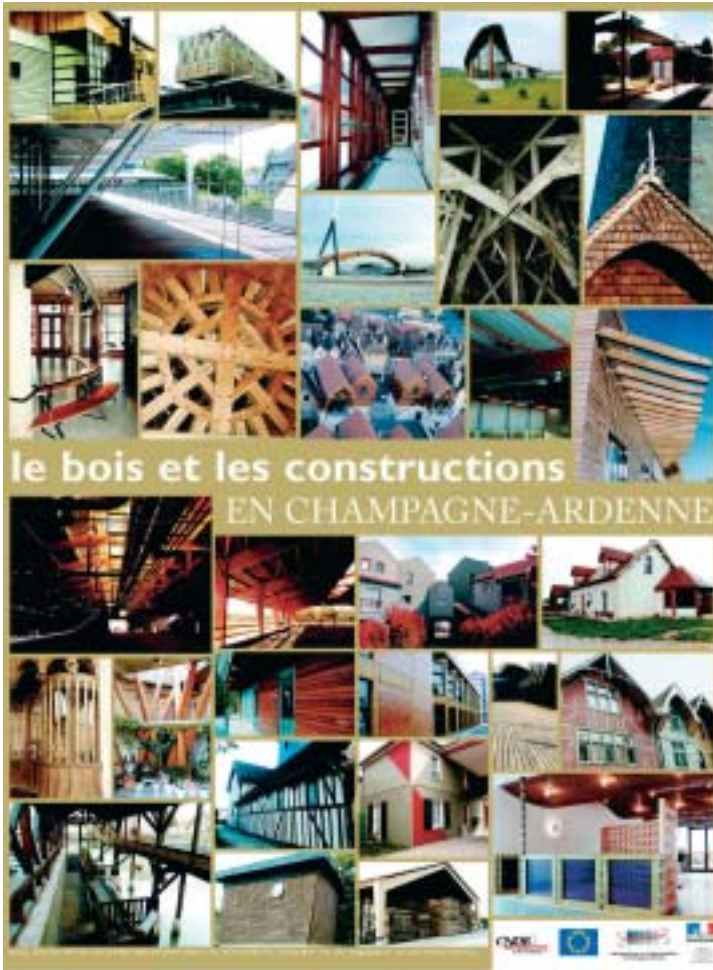


Forêt-bois : la Champagne-Ardenne s'organise



Une filière entre tradition et modernité

Région à forte couverture forestière, la Champagne-Ardenne balaie tout le spectre de la filière bois, de la sylviculture à l'industrie lourde. Cette filière est aussi par conséquent très contrastée, faisant le grand écart entre l'exploitation traditionnelle et la haute technologie symbolisée par l'entreprise Unilin. L'installation récente, à côté de Sedan, du géant belge, atteste que la filière a encore de l'avenir. Malgré la tempête de décembre 99 (14 millions de m³ de chablis, soit 10 % du total national), malgré la rude concurrence étrangère et malgré les difficultés à recruter de la main-d'œuvre. Cette pénurie nous a d'ailleurs incités à publier la liste quasi exhaustive des formations proposées dans la région.

La couverture du référentiel sur la construction "bois" dans la région sur le point d'être éditée.

Pratique

Association Valeur Bois

Lycée Charles-de-Gaulle, route de Neuilly, BP 2106, 52904 Chaumont Cedex 9
Tél. : 03 25 02 07 66 - Fax : 03 25 02 06 27 - E-mail : valeur.bois@wanadoo.fr

Le site Web

<www.admi.net/bois/> (l'annuaire des sites Web sur le bois)

Les principaux repères de la filière

*665 675 hectares de forêts,

soit un quart (26 %) du territoire régional.

112 millions de m³ de bois

dont 1,8 million de m³ exploité chaque année

*11^e région la plus boisée de France

Essences : 32 % de chênes, 32 % de peupliers,

14 % de hêtres, 12 % de feuillus précieux

(frênes, merisiers, érables), 10 % de résineux

*Surface forestière par département

(et taux de boisement par département) :

- Haute-Marne : 245 401 ha (39,2 %)

- Ardennes : 149 433 ha (28,5 %)

- Marne : 135 747 ha (16,6 %)

- Aube : 135 094 ha (22,4 %)

*4^e rang national en volume de production,

1^{ère} région productrice de peuplier

*13 296 salariés,

soit 4,2 % de l'emploi salarié privé

(France : 2,4 %), 7 % de l'emploi industriel

(4^e employeur privé régional)

*1 104 entreprises

- Répartition des entreprises par activité :

46 % construction, 15 % ameublement,

15 % scierie et fabrication d'articles en bois,

11 % sylviculture et exploitation forestière,

3 % industries du papier et du carton

- Répartition des effectifs par département :

1) Marne : 37 %

2) Aube : 33 %

3) Haute-Marne : 17 %

4) Ardennes : 13 %

*60 % de forêt privée répartie

entre 120 000 propriétaires,

40 % de forêt domaniale gérée

par l'Office National des Forêts

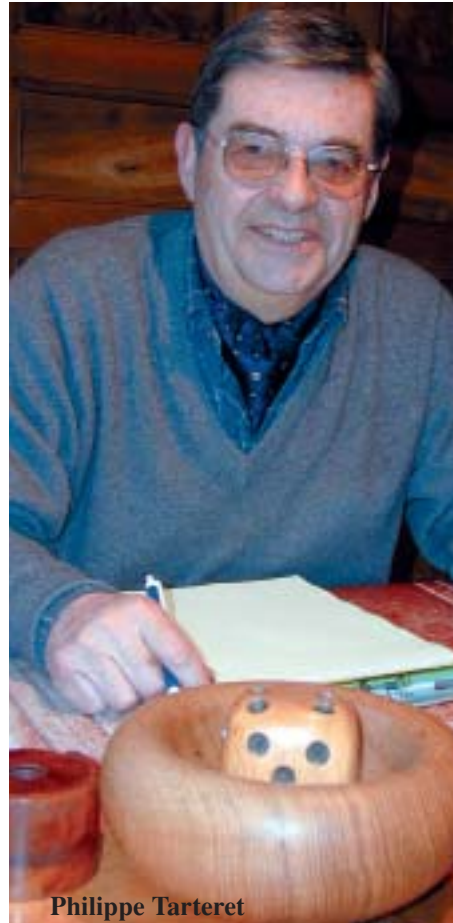


« La filière est en marche »

Président de Valeur Bois, Philippe Tarteret, 70 ans, dont 50 passés avec son épouse Marie-Thérèse à la tête d'une des plus importantes scieries régionales, la SA Tarteret à Estissac dans l'Aube, fait le point avec nous sur une filière qu'il connaît sur le bout des doigts. Ses fils Nicolas et Bertrand poursuivent l'aventure à travers des diversifications « naturelles » : le premier aux commandes de NT Bois (tonnellerie), le second au sein des Ets Pageot (scierie) à Javernant et de la Parqueterie de Bourgogne à Cerisiers, dans l'Yonne voisine.

Comment êtes-vous arrivé à la présidence de Valeur Bois et quel rôle joue cette structure au service de la filière dans notre région ?

De tout temps je me suis préoccupé des problèmes de la profession. J'ai été président de la chambre syndicale de l'Aube et des Scieurs et Exploitants forestiers de Champagne-Ardenne. Je viens de rendre mon tablier de vice-président national... Entre-temps, il y a six ans, on m'a confié la présidence de l'interprofession régionale. Valeur Bois était née préalablement en Haute-Marne pour dynamiser l'industrie autour du formidable potentiel forestier de ce département.



Philippe Tarteret

Nous avons arrimé une structure d'envergure régionale sur ce socle bénéficiant d'une petite expérience et d'un noyau de gens en place. Pourquoi faire des doublons ? En prenant le relais de M. Pellerin, industriel en menuiserie à Chaumont, nous avons structuré une association couvrant toutes les activités du bois, du

propriétaire forestier aux artisans en passant par les industriels. Les administrations sont présentes à notre conseil d'administration en qualité de conseillers techniques. Nous avons appris à nous connaître et à travailler tous ensemble malgré des intérêts parfois divergents. L'un ne peut pas vivre sans l'autre.

La tempête de décembre 1999 a dû vous conforter dans cette idée...

Ce sont les propriétaires qui ont subi les dégâts, mais il a bien fallu que les exploitants et les scieurs en mettent un coup pour écouler les bois tombés. Les premières aides, crédits et moyens humains mis à disposition par l'Etat et les collectivités sont allés aux propriétaires et aux acteurs de la première transformation. Là où il y avait urgence. La mobilisation a été importante et les choses se sont déroulées du mieux possible en dépit des circonstances. Si ce n'était le goulet d'étranglement provoqué au niveau des transports. La SNCF, par exemple, ne s'est pas montrée à la hauteur de l'enjeu. Ainsi, faute de wagons, des débouchés en Allemagne pour le hêtre ont été perdus. Le hêtre est une denrée périssable.

Cette tempête a servi de révélateur quant à l'intérêt de la forêt.

Avant ce cataclysme, beaucoup pensaient que la forêt avait le temps d'attendre... La tempête, du fait de l'urgence provoquée, a réveillé quelques consciences. On s'est rendu compte qu'il n'y avait pas assez d'acteurs dans notre secteur. Pas assez de bûcherons formés, pas assez de tracteurs ni de grumiers pour débarder... Heureusement, si la nature a fait des dégâts considérables sur le coup, elle s'est montrée ensuite assez clémente avec nous, nous permettant d'exploiter les chablis dans la durée. Trois ans après, nous n'avons toujours pas terminé.

Ecocertification et traçabilité des bois : au boulot !

Les premiers labels européens de certification pour la forêt champardennaise devraient être décernés au cours de ce premier semestre 2003. Le travail que mène l'Association champardennaise de certification forestière porte ses fruits. La traçabilité des bois, déjà ancrée dans les mœurs, se formalise clairement. Dernièrement, deux réunions mises sur pied par l'interprofession Valeur Bois avec le Centre technique du bois et de l'ameublement, se sont tenues dans la région, l'une à Châlons, l'autre à Magnant, afin d'accompagner et informer toujours plus d'entreprises dans cette quête du label. L'intérêt est manifeste puisqu'une cinquantaine de professionnels ont planché sur la "gestion durable des forêts" et sa "chaîne de contrôle".

Vous avez mesuré les effets de la tempête ?

Dans la région, on estime à 10 % environ les volumes à terre. Dans certains endroits, il faut compter 30 %, comme dans plusieurs forêts du Pays d'Othe, près de chez moi. Le premier problème, c'est que ces forêts étaient peu assurées et que les assureurs sont désormais très frileux... Le deuxième, c'est que les propriétaires forestiers ont, dans leur majorité, un certain âge. Pour ceux qui ont été victimes de la tempête, il va être psychologiquement difficile de réinvestir dans la forêt, vu le coût et le risque et sachant qu'il faut cinquante ans au moins pour recueillir les bénéfices de ce patrimoine. Troisième difficulté, du fait des successions, la forêt est très morcelée et cela crée de fortes gênes dans l'exploitation rationnelle. Sans parler de remembrements, les besoins de regroupements se font évidents.

Vous sentez-vous aidés ?

L'heure est à la poursuite du nettoyage et au reboisement. L'Etat et la Région font un effort conséquent et stimulant, à travers la DRAF, les DDAF, le Serfob, etc. Mais il est certain que les crédits s'avéreront insuffisants et que les propriétaires ne pourront réaliser tous les travaux dans les délais envisagés...

Quelles en seront les conséquences pour l'aval de la filière ?

Pendant dix ans, nous allons souffrir d'un manque de production. Moins cependant que nos voisins lorrains, plus durement touchés. Par chance, la forêt française était en plein développement, notamment en résineux, et nous devrions compenser une partie des pertes dans les vingt ans qui viennent. Et puis, nous sommes sur un marché mondial...

Justement, la concurrence se fait de plus en plus vive et les pays de l'Est, notamment, bouleversent la donne aujourd'hui.

Les bois sont importés d'Ukraine, de Pologne, de Slovaquie, etc. Il n'y a plus de frontières pour le bois. Le marché mondial est en dollar, à l'image de la pâte à papier, depuis longtemps. Le sciage se mondialise à la vitesse grand V. Sur le chêne, notre point fort, nous sommes également en concurrence directe avec les Etats-Unis, deuxième producteur mondial. Les PECO arrivent en force avec leur main-d'œuvre moins chère. Dans la deuxième transformation du bois, le mouvement de délocalisation est bien enclenché, surtout par nos clients étrangers. Les Italiens, par exemple, investissent en Roumanie ou en ex-Yougoslavie,

les Allemands à l'est de leurs frontières... Ils y réalisent 25 % d'économie environ. Résultat, on nous achète moins de bois. Il est acheté sur place et transformé localement. Je le ressens dans mon entreprise qui réalise un tiers de son chiffre d'affaires à l'export.

Les entreprises françaises et régionales résistent-elles ?

Elles investissent à l'Est, elles aussi. C'est le cas des fabricants de chaises, notamment. Cela a un impact sur l'activité et sur l'emploi chez nous. Un très gros fabricant de meubles français de l'Est de la France a déjà les trois quarts de son personnel en Roumanie. Les PECO ne sont pas les seuls concurrents, l'Asie l'est depuis plus longtemps. Il y a quelques semaines, nous avons livré plusieurs containers en Chine via un groupe européen et nous savons que le bateau du retour ramènera du meublant en Europe. Pour résister à cela, il n'y a pas trente-six façons : il faut diminuer nos prix si c'est possible, voire opérer des regroupements de production, afin de pouvoir investir dans des équipements plus lourds. Nous nous y employons. Notre espoir est que les pays émergents se mettent à consommer leur production de produits finis. Cette normalisation économique prendra peut-être une génération. Entre-temps, il nous faudra savoir garder un haut niveau de transformation afin d'absorber la production de la forêt française.

Paradoxalement, vous rencontrez des problèmes de pénurie de main-d'œuvre.

Disons plutôt que les gens ne viennent pas à nos professions. On ne s'intéresse pas aux métiers dits primaires dans ce pays où l'Education nationale a voulu conduire tout le monde au bac et au-delà par la filière généraliste. Le monde rural nous fournissait de la main-d'œuvre. Cette source s'est tarie avec la désertification des campagnes. Il



Pour conserver les stocks de bois tombés lors de la tempête de 1999, les scieurs ont mis en place des systèmes d'aspersion fonctionnant été comme hiver.



DOSSIER

La filière bois s'organise



Il y a peu d'incitations à aller travailler dans une scierie... On arrive chez nous par le biais de la sylviculture. Les jeunes qui le souhaitent ne peuvent pas tous devenir agents ou cadres forestiers. Ceux-ci étant formés en trop grand nombre à mon sens, nous en récupérons une partie dans la transformation du bois à la suite d'un passage en stage par exemple. Ou bien ils intègrent d'autres branches de la filière bois. Faute de grives...

Il y aurait donc un problème d'adéquation entre la formation et les besoins des entreprises ?

Le bon niveau, pour entrer dans nos métiers, c'est le bac pro. Il nous en faudrait plus. Ce sont des jeunes intellectuellement et techniquement capables. Pour la main-d'œuvre moins qualifiée, nous faisons appel à l'intérim en vue d'embaucher. Il y en a qu'on ne voit que quelques jours... Les conditions de travail à l'extérieur doivent décourager.

On entend parler de labels, est-ce pour changer votre image ?

Il n'y a pas encore vraiment de labels, mais il y a des certifications. Cela repose sur des démarches volontaristes. Tarteret SA est ainsi la seule scierie de chêne française Iso 9001-2000. Des efforts sont faits pour aller dans ce sens. Pour gommer le côté rustique de nos métiers qui évoluent sur deux axes, le marché mondial pour ceux qui ont la capacité de lutter à cette échelle et les marchés de niche pour les autres. C'est en marche.

Le système des ventes de bois paraît un peu archaïque.

Nous voulons le faire évoluer en négociant des contrats pluriannuels d'approvisionnement avec l'Office National des Forêts. Le contrat garantit des volumes d'approvisionnement, des délais et nous



permet de planifier nos productions. La vente aux enchères descendantes n'est abolie que depuis cette année. Il a fallu bagarrer ferme pour en finir avec ce système dépassé. Mais la vente se fait toujours aux enchères, sous plis cachetés. Nous sommes le seul métier en concurrence à l'achat et à la vente...

En Champagne-Ardenne, vous avez un projet de Maison régionale de la Forêt et du Bois. C'est pour en finir avec l'hétérogénéité de la filière ?

C'est un beau projet, fédérateur, souhaitable, qui devra voir le jour, à mes yeux. Le préfet de région comme le président du conseil régional le savent. Mais il est difficile de convaincre les acteurs politiques locaux de l'intérêt de la chose, à savoir réunir les administrations, la Propriété forestière, les organismes liés à nos métiers du bois et nous autres de Valeur Bois.

Cette sorte de campus fonctionne très bien en Auvergne, par exemple.

Je ne suis pas inquiet, l'étude de faisabilité existe, la raison l'emportera. Le Centre régional de la propriété forestière (CRPF) pourrait ouvrir la voie.

Il y a d'autres initiatives pour soutenir la filière ?

La plate-forme technologique bois, mise en place il y a un an au lycée Charles-de-Gaulle à Chaumont, va dans le bon sens, tout comme le centre de formation des constructeurs qui prend forme, toujours à Chaumont, autour des constructions en bois, la Maison Bois Outil Concept.

En France, on construit très peu en bois. Le développement dans ce domaine peut être considérable. Il y a un marché réel, une attente. Mais on manque de constructeurs.

Et dans l'autre grand département boisé de la région, les Ardennes, que fait-on ?

Les Ardennes ne sont pas oubliées. Il s'est déjà créé une zone sur laquelle est implantée une entreprise importante, le Belge Unilin, où doivent se greffer d'autres activités.

Nous aurons un chargé de mission Valeur Bois, qui travaillera pendant un an sur ce projet important pour la région.

Semaine du Bois 2003

Du 14 au 18 mai, la Semaine du Bois, pour sa 3^e édition, change de formule. Elle va à la rencontre du public au gré de rendez-vous forestiers inédits ou au cœur des villes, afin de lutter contre les idées fausses au sujet de "l'exploitation" de la forêt, alors même que le bois est plébiscité en tant que matériau écologique et technologique. Parmi les rendez-vous fixés : Châlons-en-Champagne du 14 au 17 et Signy-l'Abbaye le 18 mai. La "Journée régionale" est prévue le 14. Programme définitif au 03 25 02 07 66.



Une 2^e transformation très éclatée

Le « bois » est le 4^e secteur économique de Champagne-Ardenne. Il doit ce bon rang surtout à ce qu'on appelle la « 2^e transformation », la branche la plus importante en termes d'emplois et en diversité d'activités...

Dans la deuxième transformation, les disparités sont grandes. 1 200 salariés, intérimaires compris, chez Dumeste SA à Bar-sur-Aube, 800 dans les trois unités industrielles marnaises de Lapeyre à Saint-Martin-sur-le-Pré (Poreaux), Epernay (Pastural) et Magenta (Cordier), plusieurs centaines encore chez Simpa à Vendevre-sur-Barse (10), à la SCIAE à Dienville (10), chez Unilin à Bazeilles (08), chez Isoroy à Chamouilley (52), chez Huot à Saint-Julien (10), à la Menuiserie Industrielle de Dormans (51), etc. Les groupes et très grosses sociétés présents dans la région, à la fois dans la construction et

l'ameublement, font, dans l'ensemble, mieux que résister à la nouvelle concurrence venue des pays de l'Est.

« *L'activité reste soutenue* », estime-t-on chez Dumeste (Groupe Cauval Industries) où l'on fabrique du salon (canapés, banquettes convertibles, etc.) et de la literie (sommiers à lattes), mobilier destiné aux grandes centrales d'achat en France et à l'étranger et que le consommateur trouve dans des enseignes telles que Conforama ou But. Son marché de masse lui permet de tenir le cap. *A contrario*, dans le mobilier haut de gamme, le marché se resserre. Le groupe Jefka, qui possède les Meubles Roll à Saint-Rémy-en-Bouzemont (51), a annoncé début février des suppressions de postes dans trois usines. Son directeur estime que le secteur de l'ameublement est « *économiquement très touché* » et que le dernier Salon du meuble à Paris, début 2003, a fait la preuve de cette morosité.

Dans le secteur de l'aménagement de la maison, Pierre Lesure, directeur général de Poreaux, se fait le porte-parole du groupe Lapeyre dans la



Jean-Paul Gillery a relancé l'activité de la scierie familiale (la dernière de la Montagne de Reims) en s'installant sur la ZA de Poilly avec l'aide de la communauté de commune d'Ardre et Tardenois.

région (escaliers, fenêtres en chêne et en bois exotiques) pour dire qu'il constate une « *légère stagnation depuis septembre 2002* ». Du fait des stocks dans les magasins Lapeyre Maisons, il manque cependant de « *vision immédiate* ». En revanche, ce dont il est sûr c'est que pour la fenêtre bois, la concurrence arrive d'Asie, relayée par le hard-discount, et vient aussi du PVC.

Edme-Lacroix ne lâche pas le manche

« *De la forêt au produit fini !* » : le slogan de la société Edme-Lacroix est explicite. Implantée depuis 1923 à Maranville, en Haute-Marne, l'entreprise familiale continue d'exploiter la forêt (dans un rayon de



Chez Edme-Lacroix, le directeur général, Xavier Edme, croit à l'avenir de la filière dans la région, même s'il sent « un doute et une appréhension » au sein de la profession.

250 km), de transformer le bois et de vendre sa production. Le petit-fils du fondateur, Xavier Edme, a délaissé le cornouiller au profit de l'hickory, importé des Etats-Unis, pour fabriquer toutes sortes de manches d'outils de bricolage et de jardinage. Cette activité représente encore plus de la moitié du chiffre d'affaires de cette SA employant 75 salariés.

Edme-Lacroix a exploré d'autres niches pour subsister face à la concurrence étrangère, et surtout résister à la pression de l'Europe de l'Est. « *Si on fait du standard, on trouvera toujours des pays moins chers que la France*, explique Xavier Edme. *Nous avons dû par exemple abandonner la fabrication de jardinières quand les prix se sont effondrés. Il faut donc se positionner sur les produits difficiles, de moyenne diffusion, qui demandent créativité et réactivité.* » Le réseau de représentants de l'entreprise haut-marnaise sert ainsi de collecteur d'idées à la maison mère.

Edme-Lacroix s'est spécialisé dans les bacs d'orangerie, les coffrets de luxe enfermant bouteilles de champagne, cigares ou foulards de grande marque, ainsi que les chevalets de sciage et autres tréteaux. La société travaille aussi pour l'industrie du meuble. Une diversité qui repose sur le savoir-faire de la main-d'œuvre locale, même si le directeur général avoue de grosses difficultés à recruter dans le secteur.

Nombre de menuiseries industrielles dans la région ont d'ailleurs intégré des ateliers de fabrication PVC ces dernières années. « *L'escalier bois, lui, ne sera pas remis en cause avant longtemps* », affirme-t-il avec optimisme.

Niches porteuses

À côté de ces géants et de l'artisanat traditionnel, la région forme un puzzle de métiers très diversifiés qui maillent encore le territoire et maintiennent des emplois en milieu rural. Ils tiennent bon lorsqu'ils sont installés sur des marchés de niche. C'est le cas du fabricant de jouets Taïga à Nogent-sur-Aube, de la tonnellerie NT Bois à Aix-en-Othe(10), aux résultats impressionnants à l'export. C'est le cas de la SA Hénin frères à Verrières (51), fondée en 1900. Des manches de plumeaux, à l'origine, cette PME a grandement élargi sa gamme d'objets en bois au fil des décennies : du rouleau à pâtisserie aux manches de pinceaux. Comme elle, France Formes, à Sermaize-les-Bains (51), met à profit les forêts de hêtres de la région pour réaliser, avec ses neuf salariés, des pièces techniquement très « pointues » : des embauchoirs et ébauches pour chaussures. Les premiers servent à maintenir la forme des chaussures quand on les quitte le soir, les secondes permettent les créations des prototypes de chaussures. Au bout, il y a les stylistes de Weston, Prada ou Dior. En rachetant France Formes en 1994, le groupe Perfecta a maintenu l'activité sur le site marnais car c'est le dernier endroit à posséder encore ce savoir-faire dans l'Hexagone. Thévenard-Jacob, à



Jacques Martelle, à la tête de CDM Torrification à Fismes, conditionne du bois de chauffage l'hiver et fabrique du bois torréfié (à partir de chutes de chênes achetées à Pastural) pour barbecue à l'approche du printemps. Encore une niche.

Ville-sous-La-Ferté (10), est lui aussi l'unique rescapé français d'un métier qui a toujours ses inconditionnels : le mètre en bois (et surtout le double mètre). Plus que neuf salariés, contre une soixantaine naguère, et toujours le hêtre de qualité pour résister à la féroce concurrence asiatique. L'entreprise est aussi la dernière à fabriquer des somatomètres. Oui, des toises, déclinées en trois modèles : murales, pour bébé et pour conscrits (avec un socle), malgré la fin de la conscription... À deux pas de là, CBC (Champenoise de Bois Cintrés), qui a travaillé pendant huit ans à 95 % pour Mercedes, réalisant des consoles de tableaux de bord pour ses

modèles haut de gamme, a perdu en juillet 2002 ce marché (parti en Allemagne et en Roumanie) et n'a pu maintenir que son atelier de vernis sous pression. Pour tenter de sauver les emplois, les dirigeants ont toutefois très vite rebondi sur un autre débouché du bois, assez inattendu : les couverts jetables et... recyclables. « *Au sein de PMF (Plaquage Moulé de France), à Ville-sous-la-Ferté, nous allons réaliser 40 millions de pièces/an. La Suisse et la Scandinavie sont nos principaux clients aujourd'hui, mais nous ne désespérons pas de séduire les Français* », note Stéphane Hénaff, responsable de cette entreprise qui ose aller de l'avant.

Huot, le parquet haute résistance

Les Ets Huot à Saint-Julien-les-Villas (10), 5^e fabricant français de parquet, s'est associé, il y a quelques années, au Suisse Bauwerk, leader européen du parquet, pour créer une filiale, Dens'Bois, qui a désormais quelques belles références à son actif. Le musée d'Histoire naturelle et le musée de la Musique à Paris, l'aéroport de Séoul (35 000 m² réalisés juste avant la dernière Coupe du monde de foot) et le musée de l'Or, à Bogota (c'est en cours) ont fait le choix de parquets densifiés « made in Aube » pour accueillir chaleureusement les foules. Leur pari est esthétique, mais pas seulement. En développant un procédé par ionisation de résines

polymères, Huot est parvenu à réaliser des parements de 4 mm d'épaisseur, aux qualités de dureté exceptionnelles, donc hyper résistants et adaptés aux lieux à fort trafic. Avec 120 000 m² de ce parquet technologique vendus chaque année (sur 80 millions de m² environ), Pierre Huot, le Pdg, ne cache pas qu'il reste sur un marché de niche. Mais, en dépit de la conjoncture peu favorable, il garde le sourire : le parquet traditionnel (l'essentiel de son activité) est de plus en plus prisé des Français. Une enquête du journal *De particulier à particulier* (13 février 2003) révèle qu'il entre à 70 % d'intention dans le séjour du logement idéal et qu'il grimpe fortement dans les autres pièces. Bref, il ne devrait pas stagner longtemps à 6 % des parts de marché du revêtement de sol.

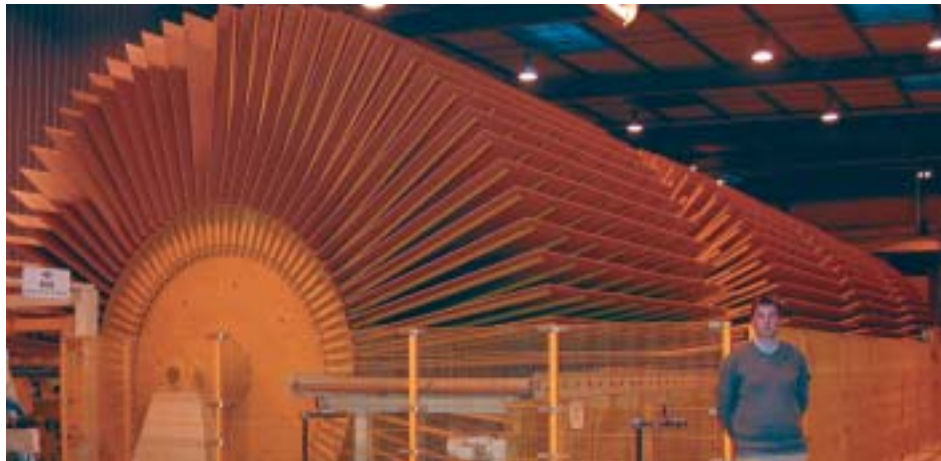
Unilin : Bazeilles est tombé dans le panneau

A côté de Sedan, l'entreprise belge a installé une usine ultramoderne fabriquant des panneaux de particules de bois, avec beaucoup d'emplois à la clé.

Ce qui frappe d'entrée, c'est le gigantisme de l'entreprise. Ici tout paraît démesuré : les interminables tas de bois alignés au pied de colossales tuyauteries, les machines sans fin côtoyant d'immenses entrepôts... Cette impression d'espace est accentuée par un sentiment de vide. L'usine semble tourner toute seule. Les rares hommes que l'on rencontre sillonnent les vastes allées au volant de leurs chariots élévateurs. Une présence humaine se devine aussi à travers les vitres. Ultramoderne et entièrement automatisée, l'usine se pilote derrière des ordinateurs et des écrans de contrôle. Même le feu qui brûle en permanence dans l'énorme chaudière est filmé en continu. Signe que l'usine a grandi très vite, ses bureaux sont encore installés dans des baraquements provisoires. Pour diriger un tel monstre, la maison mère a délégué un encadrement à l'accent flamand. Taillé à la mesure de son entreprise, le directeur général délégué Wim Naessens arbore un sourire de bon géant. Il a de quoi être satisfait, ce jeune directeur de 32 ans — l'âge moyen du personnel. « Nous réaliserons un chiffre d'affaires de 130 millions d'euros en 2003 », explique-t-il. Pas mal, pour une usine dont l'activité n'a démarré qu'en octobre 1999.

Le bois, combustible d'avenir

Pour satisfaire ses énormes besoins en énergie, l'usine Unilin, à Bazeilles (voir article), utilise deux chaudières à bois de 40 et 58 mégawatts. L'entreprise est autosuffisante pour leur alimentation, puisqu'elle brûle les écorces, les sciures et les déchets de panneaux de bois produits par son activité. L'installation de chaufferies industrielles ou collectives au bois est encouragée par les Pouvoirs publics. Dans la région, les exemples les plus significatifs concernent la chaufferie de Vitry-le-François, la plus puissante d'Europe, qui alimente l'équivalent de 6 000 logements pour Vitry-Habitat, et celle de l'hôpital Bel-Air à Charleville-Mézières. Des considérations économique et écologique ont présidé au choix de l'établissement psychiatrique. À son niveau, l'hôpital carolomacérien défend la filière bois de la région.



Wim Naessens, l'un des deux directeurs de cette usine qui engloutit 1 million de tonnes de bois par an (douglas, épicéa, pin sylvestre, pin noir et hêtre), dont 85 % proviennent de France.

Une deuxième ligne de production a été mise en route en juillet dernier. Environ 500 000 m³ de panneaux de bois par an sortiront du site de Bazeilles en régime de croisière.

400 emplois en 2004 ?

L'unité ardennaise connaît un rythme de croissance identique à celle du groupe auquel elle appartient. « Unilin a été fondé dans les années 60 par des négociants en lin de la région de Courtrai, pour remédier à la crise provoquée par la concurrence des fibres synthétiques, raconte Wim Naessens. Les panneaux étaient fabriqués à partir des déchets de lin. Aujourd'hui, il ne s'agit plus que d'une activité de niche. » Entre-temps, Unilin s'est lancé dans le panneau aggloméré, puis dans le mélaminé,

puis dans le sol stratifié, avant de faire breveter un parquet assemblé sans colle, qui fait son succès. Unilin compte une dizaine de sites de production. Celui de Bazeilles était en concurrence avec deux autres en Belgique et au Luxembourg. Plusieurs facteurs ont fait pencher la balance en faveur de la banlieue sedanaise : la surface disponible (45 hectares), la proximité de la maison mère, la présence d'un réseau routier important et la possibilité d'embranchement ferroviaire (30 % de l'approvisionnement arrivent par rail, à raison d'un train de 1 000 tonnes par jour), l'accueil réservé par Cap Développement et les collectivités locales, la disponibilité de la main-d'œuvre (chômage oblige), et enfin... le fait que les Ardennes soient au cœur d'une région forestière avec 55 % de l'approvisionnement qui vient de la région Champagne-Ardenne.

L'emploi, lui, est essentiellement champardennais. Aux 210 salariés de l'usine, s'ajoutent environ 800 emplois indirects (exploitation forestière, transport, maintenance...), selon M. Naessens. L'effectif pourrait bientôt atteindre 400 personnes, si le marché reste porteur et si l'usine se met à produire elle-même les planchers actuellement fabriqués en Belgique. Le personnel a été divisé en cinq équipes travaillant chacune un peu moins de 34 heures. Elles se relaient dans cette unité qui tourne 24h/24, 7j/7 et 350 jours par an.



DOSSIER

La filière bois s'organise



La MBOC, une maison témoin bois à Chaumont

À proximité du lycée Charles-de-Gaulle à Chaumont, un des établissements phares de la filière bois dans la région, va s'élever une MBOC. Toutefois, cette originale "Maison Bois Outil Concept" ne s'adressera pas prioritairement aux scolaires. Elle est destinée à accueillir les professionnels des entreprises du bâtiment de la région qui voudront mieux connaître et s'approprier, dans le cadre de la formation continue, notamment, les savoir-faire et les techniques nouvelles mises en œuvre désormais dans la construction bois. La France, en ce domaine, accuse un retard important alors que le marché est potentiellement énorme. La demande est plus forte que l'offre, selon tous les observateurs. Il faut y remédier. Cette deuxième MBOC de France, après celle d'Egletons en Haute-Vienne, doit être opérationnelle en mai 2003, selon Jean-Georges Combes, l'enthousiaste délégué général de Valeur Bois. Il voit dans cet outil pédagogique comprenant un show-room, avec une maison en éclaté et une présentation des outils, techniques constructives et matériaux utilisés pour la réalisation des câblages et de réseaux, une manière d'inciter les entreprises et les architectes à passer à l'acte pour de bon. « *L'exemple du cabinet Plumey, à Bar-sur-Aube, est à suivre* », estime Jean-Marie Mouton. Pour l'animateur de la plate-forme technologique bois (PFT) de Champagne-Ardenne, tout ce qui contribuera à accroître la part de la construction bois, outre le développement possible des entreprises, participera à « *stocker du gaz carbonique* », donc à lutter contre l'effet de serre. Dans le même esprit, la réalisation d'un référentiel de la construction bois en Champagne-Ardenne (voir notre photo de couverture), guide bientôt édité, rappellera au grand public et aux décideurs la durabilité et la beauté des constructions bois, depuis les fringantes maisons du XVI^e siècle jusqu'au superbe lycée de Chaumont.

Le petit guide de la formation "bois" (2 000 élèves en formation initiale)

CFA/CFPPA forestier

de Saint-Laurent (Ardennes)

CAPA Travaux forestiers, bûcheronnage, sylviculture - BP Travaux forestiers - BEPA Chef d'entreprise ou OHQ en travaux forestiers, abattage, façonnage, sylviculture, débardage - CAPA Travaux forestiers, bûcheronnage, conducteur des machines de l'exploitation forestière

CFA du bâtiment des Ardennes (Charleville-Mézières)

BP Menuisier - CAP Menuiserie-agencement

CFA des Ardennes (Reithel)

BEPA Chef d'entreprise ou OHQ en travaux forestiers, sylviculture, chef d'exploitation ou OHQ en grandes cultures - CAPA Conducteur des machines de l'exploitation forestière

LP Armand-Malais (Charleville-Mézières)

CAP Menuiserie-agencement - BEP Bois et matériaux associés

Lycée forestier de Croigny - Les Loges-Margueron (Aube)

BP Travaux forestiers - BEPA Travaux forestiers - BEPA Chef d'entreprise ou OHQ en travaux forestiers, sylviculture - Bac pro Gestion et conduite de chantiers forestiers - BTSA Gestion forestière - TH Chef de produits forêt-bois

LP Saint-Joseph (Troyes)

BEP Bois et matériaux associés

CFA des Compagnons (Troyes)

BP Menuisier - CAP Charpente - CAP Menuiserie-agencement - BEP Bois et matériaux associés (menuiserie-agencement)

CFA du bâtiment

de Pont-Sainte-Marie (Aube)

CAP Menuiserie-agencement - CAP Charpente

LP Les Lombards (Troyes)

BEP Bois et matériaux associés - MC Parqueteur

LP Diderot (Romilly-sur-Seine)

CAP Ebéniste - CAP Menuiserie-agencement

IUMP de Troyes

CAP, BEP, BP en menuiserie

LP Yser (Reims)

CAP Ebéniste - CAP Menuiserie-agencement - BEP Bois et matériaux associés - Bac pro Bois, construction, aménagement du bâtiment - 1^{er} pro Bois, construction, aménagement du bâtiment

CFA des Compagnons (Muizon)

BP Menuisier - CAP Menuiserie-agencement - BEP Bois et matériaux associés (menuiserie-agencement)

CFA des Compagnons (Reims)

BEP Bois et matériaux associés (charpente) - CAP Charpente

CFA du bâtiment de Reims

CAP Menuiserie-agencement

LP de la Fontaine-du-Vé (Sézanne)

CAP Menuiserie-agencement

LP Oehmichen

(Châlons-en-Champagne)

BEP Bois et matériaux associés

Etablissement régional

d'enseignement adapté

(Châlons-en-Champagne)

BEP Bois et matériaux associés

CFA de la Haute-Marne (Chaumont)

BTA Gestion et conduite des chantiers forestiers - CAPA Travaux forestiers, bûcheronnage, sylviculture - Bac pro Gestion et conduite de chantiers forestiers

CFPPA de Chaumont

BEPA Chef d'entreprise ou OHQ en travaux forestiers, abattage, façonnage - CAPA Travaux forestiers, bûcheronnage

Lycée Ch.-de-Gaulle (Chaumont)

BEP Bois et matériaux associés - Bac techno Bois et matériaux associés - Bac pro Bois, construction, aménagement du bâtiment - Bac pro Productique bois - BTS Systèmes constructifs bois et habitat - BTS Productique bois et ameublement - 1^{er} pro Bois, construction, aménagement du bâtiment

LP Blaise-Pascal (Saint-Dizier)

CAP Menuiserie-agencement - BEP Bois et matériaux associés

CFA du bâtiment de Chaumont

CAP Menuiserie-agencement

Maison familiale rurale des Récollets (Langres)

CAPA Travaux forestiers spécialité sylviculture - BEPA Travaux forestiers - Bac pro Gestion et conduite de chantiers forestiers

Greta de Haute-Marne

BTS Productique bois et ameublement - BTS Systèmes constructifs bois et habitat

Etablissement régional

d'enseignement adapté

de Wassy (Haute-Marne)

CAP Menuiserie-agencement

Dossier réalisé par :
Frédéric Marais,
Philippe Schilde
(Agence Info)

et les
CCI de Champagne-Ardenne

Pour tout complément d'information :

CRCI Champagne-Ardenne
Tél. 03 26 69 33 40
Edwige Dargegen

CCI Haute-Marne
Tél. 03 25 07 32 13
Marie-Claude Le Tellier

CCI Troyes et Aube
Tél. 03 25 43 70 10
Bruno Rogowski

CCI Châlons-en-Champagne
Tél. 03 26 21 82 07
Catherine Bouloy

CCI Reims et Epervay
Tél. 03 26 50 62 50
Christian Carbone

CCI Ardennes
Tél. 03 24 56 62 62
Jean-Claude Savoy

Crédits photos :
Agence Info / DR

Impression :
La Renaissance (10)

